Le constructivisme : une approche pertinente du journalisme

A pertinent Approach of Journalism

Bernard Delforce

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4345>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.4345

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 111-134

ISBN : 978-2-86480-848-0

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Bernard Delforce, « Le constructivisme : une approche pertinente du journalisme », *Questions de communication* [En ligne], 6 | 2004, mis en ligne le 06 octobre 2015, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4345> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.4345

> ÉCHANGES

BERNARD DELFORCE

Groupe de recherche interdisciplinaire en communication

Université Lille 3

delforce@univ-lille3.fr

LE CONSTRUCTIVISME : UNE APPROCHE PERTINENTE DU JOURNALISME

Résumé. — Répondant à Gilles Gauthier qui mettait en cause l'approche constructiviste des médias, l'auteur défend l'idée que cette approche est doublement pertinente pour rendre compte des processus, des dynamiques et des enjeux de la médiatisation et pour examiner les problèmes que pose l'exercice du métier de journaliste. L'enjeu de la controverse est moins celui d'une possible adéquation entre discours journalistique et réel, que celui de la construction du sens de la réalité et des débats qu'elle engendre dans l'espace public. Le chercheur présente cette construction du sens comme dynamique sociale, dynamique dont les médias constituent un des éléments moteurs qu'il faudrait pouvoir appréhender à partir de ses spécificités.

Mots clés. — Constructivisme, journalisme, information, faits, objectivité, discours social.

Il vaut toujours mieux essayer de poser de bonnes questions plutôt que d'instruire de mauvais procès. C'est la ligne de conduite que je m'efforcerai d'adopter pour répondre aux critiques formulées par Gilles Gauthier (2003) à l'égard de positions que je défendais dans un article déjà ancien (Delforce, 1996), où j'établissais que les problèmes posés par le journalisme pouvaient être envisagés selon deux approches alternatives que je contrastais pour en faire des idéaux-types : le système conceptuel positiviste, dont je montrais les impasses auxquelles il conduisait, et le système conceptuel constructiviste, dont j'essayais de montrer la pertinence et l'intérêt pratique.

Ces positions ne devraient rien à une quelconque conviction philosophique ou, à un choix idéologique préalable dont – à vrai dire – tout aurait normalement dû m'éloigner. Comme horizon théorique large, le constructivisme n'a été que progressivement adopté comme solution à des problèmes concrets ou pratiques auxquels je me confronte depuis maintenant près de vingt ans, en tant qu'enseignant-chercheur, et où la notion d'objectivité m'est assez vite apparue comme un obstacle épistémologique et pratique majeur, interdisant de poser correctement les questions relatives au métier de journaliste et à l'analyse du discours des médias. Dans cet horizon théorique, mes références ne sont, de fait, ni Richard Rorty, ni Hilary Putnam, mais, de façon éclectique – je m'en excuse – Éliséo Véron (1981), Louis Quéré (1982), Peter Berger et Thomas Luckmann (1966), Yves de la Haye (1985) et, plus récemment, John Searle (1995).

Ce n'est donc pas à une réponse strictement philosophique que je me livrerai : il m'importera seulement de montrer en quoi le constructivisme est opérant, c'est-à-dire en quoi il permet de poser de façon plus satisfaisante et plus opératoire les questions relatives au journalisme et aux médias. Parallèlement, il m'importera aussi de ne pas nier les failles ou les impasses auxquelles peut conduire le constructivisme, mais au contraire, de les identifier pour indiquer comment on se propose, actuellement, de les résoudre. Ce n'est donc pas un constructivisme radical qu'on défendra ; mais, si l'on se refuse à admettre que « la réalité n'existe pas », on se refusera tout autant à admettre que « le réel est ventriloque » : c'est moins à une réflexion métaphysique sur l'existence ou non de la réalité qu'on se livrera qu'à une réflexion scientifique sur la construction sociale (et non individuelle) du sens et aux enjeux de cette construction dans l'espace public.

On peut réduire ce qui m'oppose à l'approche proposée par Gilles Gauthier à trois points de divergence essentiels. Le positionnement argumentatif qu'il adopte conduit à clore, avant même de les avoir examinées, deux questions pourtant fondamentales : celle de la nature des relations entre « donné » et « construit » ; celle des modalités de la

construction journalistique. L'examen de ces questions sera l'occasion de distinguer deux niveaux de constructivisme : le plus répandu, celui qui s'intéresse aux conditions de production de l'information ; celui qui envisage, plus globalement, les processus de construction sociale du sens ainsi que le rôle de la presse dans cette construction/mise en circulation du sens dans l'espace public.

Une deuxième divergence concerne le recours systématique, pour étayer la démonstration, à des énoncés isolés, à la manière du linguiste. On s'efforcera de montrer que les notions de fait, de nouvelle et d'information ne peuvent se définir indépendamment d'une contextualisation, à la fois discursive et sociale, et que l'absence systématique de contextualisation des énoncés, qui marque la démonstration de Gilles Gauthier, a pour effet d'exclure de l'examen des éléments importants pour la compréhension des processus, des dynamiques et des enjeux de la médiatisation. La dernière divergence est relative à la place et au statut accordés à la notion d'objectivité. Posée comme elle l'est dans le système conceptuel positiviste, cette notion constitue un double obstacle, à la fois épistémologique et pratique. Elle empêche de donner une vision juste du métier de journaliste, qui est pourtant indispensable si l'on veut pouvoir faire le tri entre les critiques légitimes et les critiques abusives dont ce métier est fréquemment l'objet. Dans un dernier temps, on proposera, en l'articulant autour de quelques éléments de problématique et de quelques notions – selon nous déterminantes – ce que peut être une approche constructiviste qui échappe à certains des écueils que l'on peut légitimement reprocher à ce type d'approche : négation de la réalité, médiacentrisme, relativisme...

Journalisme, réalité et construction ou comment ne pas clore un débat productif

Derrière une mécanique parfaitement huilée de démonstration rigoureuse se cache un positionnement argumentatif très particulier qu'il convient, au préalable, d'identifier. Gilles Gauthier reconnaît amplement que « naturellement » l'information est, pour une part, construite et que ce point relève d'une évidence que personne, d'ailleurs, ne contesterait. Un tel positionnement argumentatif a pour effet de clore, avant de les avoir examinées, deux questions.

Ce positionnement conduit à exclure de la réflexion – en tout cas, de l'horizon d'attente de l'article – des interrogations qui mériteraient pourtant que l'on s'y arrête : en quel sens peut-on vraiment dire que les médias construisent l'information ? Quelle est la nature de cette

construction ? Quels en sont ses effets ? Et quelles conséquences convient-il d'en tirer pour élaborer des problématiques de recherche et concevoir les travaux empiriques qui doivent les accompagner ? Les chercheurs qui s'inscrivent dans des approches constructivistes ne se contentent pas d'affirmer que l'information résulte d'une construction, ils s'efforcent surtout d'explorer la diversité de ses modalités et de ses processus, d'en tirer les conséquences et d'en identifier les exigences théoriques.

Le deuxième effet de ce positionnement argumentatif conduit à rendre en quelque sorte le raisonnement de l'auteur « inattaquable ». En effet, affirmer, sans plus de précisions, que, « pour une part », l'information est construite, a pour effet d'ouvrir un « espace de démentis potentiels » limité. Un tel énoncé se construit contre un double adversaire présumé : celui qui soutiendrait que « ce n'est pas du tout construit » et celui qui soutiendrait, au contraire, que « tout est complètement construit ». Dans le cadre d'un tel raisonnement, seule la seconde affirmation est désormais endossable par les tenants du constructivisme. Fort logiquement, c'est la position qu'on leur attribue dans la suite de l'article pour en tirer la conclusion que « si tout est complètement construit, alors rien n'est donné ». On peut alors instruire le procès de « A1 : l'argument de l'incompatibilité entre construit et donné » (Gauthier, 2003 : 190 et sq.) dont on commence par reconnaître qu'il « n'est pas clairement exprimé chez Delforce et Derville » mais qu'on décèle des éléments qui prouvent qu'ils pensent ainsi. C'est m'attribuer une position que je n'ai jamais soutenue et que je n'ai pas non plus, il est vrai, longuement récusée, dans l'article évoqué par Gilles Gauthier. Elle me paraissait relever... de l'évidence, tant il me semble, à vrai dire, qu'elle est insoutenable : ce serait affirmer que le journalisme relève de la pure fiction, en effaçant l'une des frontières qui permet le mieux de distinguer le régime de l'information de celui de la fiction. Les articles de presse s'affichent toujours, au minimum, comme disant quelque chose du monde social dans lequel ils circulent, et comme le disant dans une forme particulière que, socialement, on puisse reconnaître comme de l'information et non de la fiction ou de la propagande. D'ailleurs, aucun type de discours ne peut s'affranchir totalement d'une relation au réel, mais chacun le fait selon un régime spécifique et dans des formes rhétoriques et des supports d'inscription qui le distinguent des autres. Opposer de façon antinomique « construit » et « donné » c'est, ici aussi, éluder la question de la nature de la relation que chaque type de discours instaure entre « donné » et « construit ». Il ne s'agit donc pas de nier la relation forte qui arrime le discours journalistique à la réalité sociale. Cette position, absurde pour tout discours, le serait plus encore pour les discours journalistiques. En revanche, il importe de s'interroger, d'une part, sur le caractère spécifique du rapport à la réalité qui s'instaure dans l'activité journalistique de collecte de l'information, et

d'autre part, celui que construit le discours journalistique. L'opposition radicale entre donné et construit – pas plus que celle entre objectivité et subjectivité –, ne mène nulle part : c'est la façon dont des types de discours différents, socialement reconnaissables (discours journalistiques, politiques, scientifiques...), articulent ces éléments de façon spécifique qui est le problème qu'il importerait d'examiner.

On peut donc regretter que le positionnement adopté par Gilles Gauthier ait pour effet de refermer, avant de les avoir examinées, deux questions, selon nous, capitales : celle de la nature de la construction qu'opère le journalisme et celle du rapport qui s'y instaure entre construit et donné. Dire que l'information est le résultat d'une construction ce n'est pas nier l'existence d'un donné initial – encore moins celle de la réalité –, ce serait même le contraire. Construire, ce n'est pas créer, mais procéder à des opérations qui, en quelque sorte, façonnent ou configurent le matériau initial sur lequel elles portent. Ce sont les processus, les dynamiques et les enjeux de ces transformations dont il faut chercher à rendre compte.

Constructivisme : conditions de production de l'information et/ ou construction sociale du sens ?

Dans ce cadre, les perspectives ouvertes par les approches constructivistes disponibles peuvent se situer à deux niveaux assez différents qu'il est utile de distinguer dans la mesure où elles n'ont pas les mêmes implications et n'ouvrent pas les mêmes perspectives. À un premier niveau, on peut se donner pour objectif d'identifier la nature des transformations opérées sur le « donné » initial, les effets de celles-ci, et leurs limites éventuelles. On est ici dans la lignée des nombreux travaux de sociologie des médias consacrés aux conditions de production de l'information. À un autre niveau, plus radical, l'approche constructiviste peut conduire à interroger, en amont, la notion même de « donné » : en réalité, quelle est la nature de ce qui est donné préalablement aux constructions qui résultent des conditions de production de l'information ? On se situe alors dans des approches phénoménologiques et/ou herméneutiques qui considèrent que « la carte n'est pas le territoire » : pour parler du réel, il faut en construire une représentation. Il ne s'agit pas, ici non plus, de nier l'existence du réel, mais de reconnaître son indétermination initiale du point de vue du sens. L'« occurrence » – ce qui arrive, ce qu'on observe – n'est pas l'« événement » : le sens n'est pas préalable à l'observation, il n'est ni unique ni stable, il est tributaire du regard qu'on porte sur le réel. C'est aux processus de cette construction sociale du sens – qui opère au travers de la transformation du « donné » de l'occurrence en événement (l'événementialisation) – que s'intéresse cette deuxième forme de constructivisme. Une occurrence événementielle est constituée d'une

multitude d'éléments (protagonistes, actions, objets, lieux... et leurs spécifications respectives) qu'il est impossible de reproduire complètement : sur quelle base s'opère la sélection entre ce qui est essentiel et ce qui est accessoire ? Mais surtout, il est impossible de déterminer *a priori* l'extension de ces éléments. L'occurrence n'a pas de contours préalablement déterminés : comment s'opère la délimitation de ce qui est pertinent ? Enfin, il est impossible de les percevoir complètement : dès lors, qu'est-ce qui rend saillants certains éléments et en estompe d'autres qui ne retiennent pas l'attention ? Le discours de l'événement est le résultat de cette série de sélections et de configurations inévitables où domine la dimension perceptive (celle du journaliste comme celle de ses sources). Cette sélection/configuration perceptive résulte de ce que le regard qu'on porte sur le réel est orienté selon des significations préalables potentielles (des hypothèses de sens – socialement disponibles – que l'on « teste » sur l'occurrence en cause) qui expliquent la saillance différentielle de ses éléments et l'émergence d'une signification globale qui finit par s'imposer aux yeux de l'observateur (l'occurrence « tombe alors sous une description ») : « ce qui se passe » devient un rassemblement, un défilé, une manifestation, une émeute, un joyeux monôme étudiant...

Il existe donc deux degrés d'intégration de l'idée de construction journalistique, et, partant, deux formes de constructivisme, qui n'ont pas les mêmes implications et n'ouvrent pas les mêmes perspectives. Cependant, dans un cas comme dans l'autre, il importerait d'articuler les dimensions cognitives, discursives et sociologiques de ces phénomènes de construction que, généralement, on aborde de façon disjointe. C'est ce que nous nous efforcerons de faire maintenant.

Le « fait brut »... et les processus de sa construction

Un autre point de divergence porte sur la façon d'examiner les questions que pose l'exercice du journalisme en partant d'un choix privilégié d'exemples. En effet, ceux-ci se présentent systématiquement, comme des « énoncés », dépourvus d'énonciateur explicite, censés rendre compte de « faits bruts » ou « de faits institutionnels » et constituer une « information ». Or, on ne peut pas, me semble-t-il, se donner pour objectif de rendre compte des « mécanismes de la construction journalistique » en examinant des « énoncés » isolés à la manière du linguiste. Ceux-ci se trouvent alors coupés du contexte social et discursif dans lesquels, par lesquels et pour lesquels ils fonctionnent. Cette décontextualisation systématique constitue une erreur de méthode dont on s'efforcera de montrer les conséquences.

Le discours journalistique et ses contextes

Avant d'entrer dans l'examen attentif de quelques-uns des énoncés proposés, commençons par rappeler brièvement le triple contexte dans lequel fonctionnent les énoncés journalistiques et en dehors desquels il semble impossible de rendre compte des « mécanismes de la construction journalistique ». D'abord, de tels énoncés sont le résultat d'une activité journalistique au terme de laquelle des éléments de la réalité ont été transformés en « énoncés », en « faits », en « informations »... Or, les exemples proposés se présentent tous comme des « constats », et la posture énonciative d'« observateur-témoin du réel », systématiquement adoptée, et qui paraît être la norme de l'activité, est en réalité une exception. De fait, le journaliste travaille le plus souvent à partir de discours émanant de « sources » et qui peuvent avoir un double statut : soit celui de « témoignages » d'observateurs primaires, soit celui de « déclarations », de « réactions » communiquées à la presse ou d'« entretiens » réalisés par le journaliste. Comment passe-t-on des éléments de discours recueillis pendant la phase de collecte à des énoncés prétendant au statut de « fait » et d'« information » ? Quel est l'effet du double effacement énonciatif quasi systématiquement opéré dans les exemples proposés : celui de l'« énonciateur-source » et celui de l'« énonciateur-journaliste » ?

Par ailleurs, les énoncés journalistiques ne fonctionnent pas indépendamment d'un contexte discursif où ils se trouvent insérés à de multiples niveaux. En général, ils y sont dotés d'un statut textuel. Par exemple, les énoncés isolés proposés pourraient prétendre au statut de titre d'article. Mais ils seraient alors suivis d'autres énoncés venant développer le « fait » mis en exergue pour l'explicitier, l'étayer, en identifier les implications... Quelle interdépendance de justification réciproque s'établit entre le « fait » initial et son développement, celui-ci venant étayer celui-là et réciproquement ? La prétention énonciativement affichée à être un fait est généralement légitimée par le reste de l'article qui, lui-même, est rendu pertinent par la nature du fait initial. La perception de cet énoncé comme « fait » ne résulte donc pas uniquement de l'énoncé et de la forme énonciative qu'il adopte. Celle-ci ne constitue qu'une étape d'un processus complexe de validation des énoncés entre eux. D'autre part, de tels énoncés seront insérés dans des articles de différents genres, eux-mêmes insérés dans des rubriques diverses ; en outre, ces articles seront susceptibles de s'insérer dans des séries temporelles d'articles reliés par une parenté thématique (violences urbaines, licenciements, banlieues...) et/ou par une même typification événementielle (scandales, affaires, attentats, catastrophes...).

Enfin, les énoncés journalistiques n'opèrent pas non plus dans un désert de sens et hors d'un contexte social. Si la visée informationnelle est bien ce qui peut distinguer le journalisme d'autres pratiques sociales, cette pratique ne peut s'appréhender hors du contexte où elle vient s'inscrire et indépendamment des finalités/enjeux qu'elle alimente : celle de la construction sociale du sens qu'il convient de donner au « monde » dans lequel nous vivons ensemble. D'où la nécessité de ne jamais examiner les phénomènes de médiatisation et le métier de journaliste indépendamment des problématiques de l'espace public.

Dans l'espace public, les rapports de force entre acteurs sociaux rivaux ne s'expriment pas d'abord par la violence, physique ou symbolique, mais par l'intermédiaire de discours sociaux rivaux qui visent à agréger des collectifs chez qui ils doivent susciter des réactions d'adhésion et/ou de réprobation. Ces énoncés ont vocation à s'insérer parmi d'autres énoncés ou discours déjà tenus qu'ils ne peuvent que venir bousculer/infirmer ou, au contraire, étayer/confirmer. Ils sont donc susceptibles de provoquer des réactions d'approbation/contestation, que celles-ci proviennent d'acteurs sociaux impliqués ou concernés, ou encore de lecteurs, comme l'atteste le courrier reçu par les rédactions. Comment le journaliste impliqué dans un tel contexte de luttes d'influence protège-t-il la véracité/véridicité de ses énoncés ? Comment peut-il parvenir à construire, au fil des jours, sa crédibilité de journaliste ? Quel rôle y jouent les postures de « témoin du réel », de « médiateur neutre de propos », de « distanciation-surplomb » régulièrement mises en scène dans l'énonciation journalistique ?

Crédibilité et consensus

ou comment un énoncé devient un fait ?

Acceptons pourtant d'entrer dans l'examen de quelques-uns de ces énoncés isolés. On s'efforcera de montrer que cette démarche impliquera, de fait, de reconstruire un contexte plausible où ceux-ci puissent fonctionner comme des énoncés journalistiques, c'est-à-dire, au minimum, comme des énoncés qui affichent une prétention à rendre compte de la réalité avec exactitude et qui le font dans une transaction journalistiquement valide entre un journaliste et un public. À cet égard, un énoncé comme « il a neigé sur le Mont Everest » pose d'emblée deux questions qui vont permettre de préciser un peu mieux la notion de « fait », celle de « nouvelle » et celle d'« information » : à quelles conditions cet énoncé pourra-t-il être perçu comme énonçant vraiment un « fait » ? À quelles conditions cet énoncé peut-il se transformer en une « nouvelle » et se présenter comme une « information », ce que postulerait son inscription dans un discours journalistique réel ?

De façon apparemment simple, on pourrait répondre que cet énoncé sera perçu comme un « fait » s'il se révèle exact. Mais comment en décider ? En général, le lecteur n'a – et en l'occurrence, dans cet exemple, moins qu'ailleurs – aucun moyen de vérifier l'exactitude de ce qu'on lui affirme. En outre, dans un cas comme celui-ci, on peut parier que le journaliste qui profère cet énoncé n'est pas non plus allé y voir de ses propres yeux. On est donc dans le régime de la crédibilité où un « fait » serait un énoncé dont se porte garant un énonciateur perçu comme *a priori* crédible et/ou dont on n'a pas de raison particulière, dans cette circonstance précise, de suspecter la crédibilité. C'est d'ailleurs ce qui paraît fonder l'impératif journalistique de « croisement des sources » où l'on fait fonctionner, de façon systématique, une exigence de suspicion *a priori*, là où peut-être, à l'inverse, le lecteur fait fonctionner, au moins sur la publication qu'il lit habituellement, un *a priori* de crédibilité, parce que la version des faits qui y est proposée peut aisément s'intégrer à la vision du monde dans laquelle il s'inscrit.

Remarquons aussi que ce « fait » n'étant pas issu d'une observation réalisée par le journaliste lui-même, il ne peut être que la reprise d'un énoncé proféré par un autre acteur social. Pourquoi dans l'exemple proposé, effacer la « source » de l'énoncé et quels sont les effets qui peuvent en résulter ? En journalisme, les modalités de prise en charge des énoncés sont diverses (effacement total de l'énonciateur, renvoi à d'autres acteurs ou institutions...) et obéissent à des règles. Ici, c'est justement l'absence de prise en charge énonciative qui achève de « factualiser » cet énoncé, de le faire percevoir comme un « fait brut » et non comme un « fait selon son énonciateur ». Le journaliste se porte d'autant plus facilement garant d'un énoncé, en l'énonçant notamment selon cette modalité particulière, qu'il ne le suspecte pas d'être contestable, soit parce que son informateur lui paraît particulièrement digne de foi (« selon les services de la météo ») et que l'indication précise de la source pourrait, au contraire, être perçue comme ayant une portée restrictive, soit parce qu'il n'est pas parvenu à imaginer des contestations à un tel énoncé, c'est-à-dire des acteurs susceptibles de le contester. Or, dans certains contextes, ces contestations seraient *a priori* tout à fait envisageables : « On n'appelle pas ça vraiment de la neige », « Il n'a pas neigé sur le Mont Everest mais sur l'ensemble de la chaîne himalayenne »... Un « fait brut » serait dès lors un énoncé perçu comme fortement consensuel. La vérité d'un énoncé s'établirait sur un consensus qui résulterait de l'inexistence, ou de l'absence d'identification, d'un discours alternatif susceptible de mettre en doute/discussion le « fait » ainsi que les contours, l'extension, la configuration qu'on lui donne.

Pour finir, ajoutons que les articles de presse ne se limitent pas à établir un fait mais des faits, dont le journaliste s'efforce justement d'établir la cohérence référentielle pour dégager leur importance différentielle ou leur hiérarchie, dans l'économie générale d'un compte rendu. Les faits ne sont pas non plus isolables de leurs implications : un fait c'est ce qui prend de l'importance par rapport à un enjeu ; ce qui, précisément, permet de le différencier de ce qui, tout aussi factuel, sera considéré comme un simple épiphénomène, par définition négligeable. L'établissement des faits, la délimitation de leurs contours pertinents et leur énonciation appropriée ne sont donc pas indépendantes des débats, controverses, divergences dans lesquelles ils peuvent venir s'inscrire et où ils sont destinés à soutenir des positions, à accréditer des façons de voir, de dire, de penser et d'agir en leur apportant une caution de réalité. En outre, ces controverses ne portent pas toujours sur l'exactitude des faits eux-mêmes : aux faits invoqués par l'adversaire, on peut en opposer d'autres, qui n'invalident pas les précédents, mais qui en relativisent ou en nient l'importance.

La nouvelle et ses enjeux

ou comment un énoncé devient une information ?

Examinons maintenant à quelles conditions un énoncé comme « Il a neigé sur le Mont Everest » peut devenir une « nouvelle » ou une « information ». Les énoncés journalistiques doivent éviter au moins deux réactions également disqualifiantes. D'une part, ils doivent éviter le « tu ne nous apprends rien qu'on ne sache déjà » qui ferait qu'on aurait incontestablement un « fait » reconnu, mais que celui-ci ne serait pas perçu comme une « nouvelle » ; d'autre part, il doit éviter le « et alors ? Où est l'intérêt ? Qu'est ce que tu veux que ça nous fasse ? », ce qui exige d'imaginer des contextes où un tel « fait » pourrait être effectivement perçu comme une « information » au sens journalistique : par exemple, parce qu'il est rare qu'un tel fait se produise, ou se produise à cette date, parce qu'arrive enfin ce qu'on attend depuis un moment, ou encore parce que ce « fait » aura des conséquences sur d'autres événements déjà inscrits dans l'actualité (l'annonce d'une tentative d'ascension imminente, l'impossibilité pour un hélicoptère de retrouver celui qu'on est venu chercher...). Bref, un énoncé journalistique s'inscrit toujours dans une série d'énoncés déjà proférés qui contribuent à faire de lui une information journalistiquement pertinente. C'est aussi par rapport à ces énoncés préexistants que peuvent se déterminer la complétude et la précision de l'information, c'est-à-dire son exactitude. Selon les cas, l'information pertinente – et les « faits » qui devront venir la soutenir – pourra être : « Il a neigé, en abondance, depuis trois jours, sur le Mont Everest » ou « Les premiers

flocons sont tombés sur le Mont Everest à partir de 3000 mètres », deux énoncés différents dont la paraphrase par « Il a neigé sur le Mont Everest » serait, certes, moins précise, mais pourtant pas inexacte. Dans la presse, la pertinence et la complétude factuelles ne proviennent ni d'abord, ni exclusivement, d'une relation au réel, mais d'une relation à un contexte social où circulent des discours porteurs d'enjeux.

Les faits de parole : la déclaration et ses circonstances

Un énoncé comme « Le premier ministre a déclaré hier soir qu'il entendait aller jusqu'au bout de son mandat » pose d'autres problèmes encore. Le premier ministre a-t-il dit, textuellement : « J'entends aller jusqu'au bout de mon mandat » ou a-t-il fait une déclaration qu'on prétend paraphraser avec exactitude par cet énoncé qu'il n'a pas prononcé textuellement, ou bien encore, a-t-il fait une assez longue déclaration au cours de laquelle il a prononcé la phrase en question dont on a pu estimer qu'elle constituait l'information essentielle qui méritait de donner sa marque au compte rendu journalistique ?

Ici aussi, il faut imaginer un contexte qui rende compte du passage de cet énoncé au statut d'information : que s'est-il préalablement passé qui explique que l'achèvement de ce mandat fasse question au point que le premier ministre se soit senti contraint – « dès hier soir », ou « hier soir, enfin » – de faire une déclaration sur ses intentions – ou sa décision ? Même le verbe « déclarer » qui paraît, à première vue, suffisamment neutre (comme quasi-dégré zéro de la catégorie des verbes déclaratifs) et suffisamment précis (plus précis que « dire » en ce qu'il évoque le rituel journalistique de la déclaration comme cadre d'énonciation) peut faire problème du point de vue de son exactitude référentielle. En effet, le rituel de la déclaration peut prendre des formes diverses : le premier ministre est susceptible d'avoir donné une interview exclusive à un confrère, il peut avoir adressé un communiqué à l'AFP, s'être livré à cette confidence au cours d'une discussion à bâtons rompus avec quelques journalistes dans un avion, avoir organisé une conférence de presse où il a spontanément livré ce message, ou avoir fini par affirmer cette intention, pressé par les questions insistantes de quelques journalistes. Qu'est-ce qui légitime l'effacement des circonstances de l'énonciation et quels sont les effets de cet effacement ? Pour nous, il s'agit d'un phénomène typique de la rhétorique journalistique dont la nature est identique à celle de l'effacement de l'énonciateur dont nous avons identifié les effets plus haut : la décontextualisation des énoncés par effacement de l'énonciation (énonciateur, et/ou circonstances...) est l'un des traits caractéristiques de la rhétorique journalistique qui contribue justement à la « factuelisation » des faits, à leur configuration en « fait brut ». Mais comme pour l'effacement de l'énonciateur, l'effacement des

circonstances signale simplement la décision, dans ce cas, de les tenir pour négligeables parce que l'on n'a pas identifié en quoi et qui pourrait venir contester la pertinence de cet effacement. En revanche, il ne manque pas de cas où ces circonstances peuvent devenir un élément d'information jugé essentiel : qu'on songe, par exemple, aux déclarations de candidature respectives de Lionel Jospin et Jacques Chirac pour la présidentielle de 2002 où chacun s'efforce, dans une symbolique qui lui est propre, de faire perdre au rituel de la déclaration de candidature son caractère habituellement solennel ou, dans un autre registre, à la vraie-fausse interview de Fidel Castro par Patrick Poivre d'Arvor où ce dernier ne fait rien dire à son « interlocuteur » qu'il n'ait effectivement prononcé, mais où il présente comme réponse à ses propres questions, au cours d'un entretien exclusif, des propos prononcés au cours d'une conférence de presse, spontanément, ou en réponse à des questions posées par d'autres journalistes. Par conséquent, la pertinence informative, l'exactitude et la complétude référentielles peuvent se situer parfois aussi au plan des circonstances de l'énonciation et pas seulement à celui des énoncés.

Fait, information, nouvelle :
le statut des énoncés journalistiques

En étayant systématiquement la démonstration sur des énoncés isolés et totalement décontextualisés, on s'empêche donc de rendre compte avec précision des processus, des dynamiques et des effets sociaux de la construction journalistique. D'abord, on s'interdit d'identifier en quoi de tels énoncés peuvent prétendre au statut de véritables « nouvelles », constituées d'informations pertinentes, relativement à des contextes à la fois sociaux et discursifs. L'information est réponse, au double sens du terme : réponse à une question qu'on se pose (ou question implicite à laquelle répond, de fait, le compte rendu journalistique...), et/ou réponse apportée à un discours adverse que les faits qu'on rapporte ne permettent pas d'accréditer. Par ailleurs, en procédant ainsi, on s'interdit de distinguer les « faits » et les mécanismes rhétoriques, ainsi que les conditions conjoncturelles de leur « factualisation ». La presse constitue rhétoriquement en « fait » des éléments de la réalité plutôt qu'elle ne se contente de rapporter des faits bruts déjà constitués, même si c'est l'effet que doit produire, en fin de compte, l'écriture journalistique pour assurer sa légitimité et sa crédibilité et pour que ses articles soient reconnus comme authentiquement journalistiques. En définitive, en proposant des énoncés fabriqués sur cette double contextualisation (socio-discursive et énonciative), on s'interdit d'identifier celle-ci comme étant, justement, l'un des processus qui caractérise la rhétorique journalistique dans laquelle le contexte socio-discursif, parce que

socialement disponible pour les lecteurs, peut toujours être implicite et dans laquelle le contexte énonciatif peut être effacé si le fait – tel qu'il a été énoncé – peut produire un consensus, qu'il ne fasse que le manifester ou qu'il soit censé le produire à tort ou à raison.

Au cœur du débat : la question de l'objectivité

Paradoxalement, une dernière divergence me sépare de l'approche défendue par Gilles Gauthier : la définition de la notion d'objectivité et le statut qu'on lui accorde dans la réflexion sur le métier de journaliste. À première vue, cette divergence est paradoxale puisqu'elle intervient malgré une évidente communauté de projet scientifique – même si l'auteur appelle « mécanismes de la construction journalistique » ce qu'on préfère appeler « processus dynamiques et enjeux de la médiatisation » – et malgré une apparente communauté d'objectif pratique : se donner les moyens de défendre la profession de journaliste contre les critiques systématiques – et souvent contradictoires – dont elle est l'objet. En effet, il faut revenir au cœur de la controverse et ressaisir ce qui en fait le véritable enjeu : Gilles Gauthier s'efforce de sauver une conception positiviste de l'objectivité en cherchant à démontrer, de façon minimale, que l'objectivité est possible – « au moins dans certains cas » –, contrairement à l'approche constructiviste qui prétend que l'exigence d'objectivité – au sens de stricte adéquation au réel – est, de fait, impossible à satisfaire. Il laisse apparaître au passage quelles sont, pour lui, les apories auxquelles conduirait l'abandon de la notion : autoriser les déformations de la réalité, renvoyer à la subjectivité du journaliste, sombrer dans le relativisme absolu (on pourrait dire n'importe quoi parce que tout se vaudrait). C'est à cette visée et à ces craintes qu'il faut apporter réponse.

Les impasses du système conceptuel positiviste

On remarquera d'abord que le statut d'exception expressément revendiqué pour la démonstration de Gilles Gauthier interdit d'en tirer la moindre conclusion de portée générale. Si l'on peut sans difficulté admettre que les situations de compte rendu auxquelles est confronté le journaliste ne présentent pas toutes des difficultés de même intensité, les problèmes qu'elles posent sont, pour nous, de même nature. Et nous ne voyons pas de raison fondamentale de renoncer aux trois critiques essentielles portées contre le système conceptuel positiviste : la réalité n'est pas dotée d'un sens préalable, unique et stable (la carte n'est pas le territoire), le langage par lequel on nomme le réel n'est pas transparent (les mots ne sont pas les choses) et l'information n'est pas une communication innocente qui, parce

qu'elle ne serait gouvernée par aucune stratégie délibérée, serait sans effet social. Quant à la possibilité d'« établir des faits » – point nodal de la démonstration – il faut admettre que cela ne résulte pas d'une simple activité de « prélèvement » ou de « cueillette », mais d'une construction qui, d'ailleurs, si elle ne parvenait pas à réaliser le consensus qu'elle postule, enclencherait une forte polémique : en général, c'est le désaccord sur les faits (et sur les valeurs) qui alimente les positions les plus irréconciliables.

L'objectivité comme obstacle épistémologique et comme obstacle pratique

Conçue comme elle l'est dans le système conceptuel positiviste, la notion d'objectivité constitue, de fait, un double obstacle. Elle fonctionne comme un obstacle épistémologique lorsqu'il s'agit de mettre en évidence la complexité des processus, des dynamiques et des enjeux de la médiatisation : nous espérons en avoir convaincu. Mais elle constitue aussi un obstacle pratique lorsqu'il s'agit de déterminer les exigences qu'on peut légitimement formuler à l'égard de la presse et des journalistes. La question principale n'est donc pas de savoir si l'objectivité est ou non possible ; elle réside dans les conséquences qu'on tirera de la réponse : si l'objectivité est possible, alors elle devra être effective et elle pourra continuer à fonctionner comme norme de jugement de l'activité et fonder les critiques. Les critiques profanes que suscite régulièrement la « couverture » de l'actualité par les journalistes ont ceci de particulier que, suscitant des débats fortement polémiques (on y conteste la véracité de faits ou l'importance, excessive ou insuffisante, qu'on leur a accordée), elles cachent un profond consensus sur l'objectivité comme critère de jugement. Les réponses des journalistes viennent implicitement légitimer le critère et ceux-ci n'ont plus guère d'autre recours que de faire valoir, à titre d'excuses, les contraintes du métier et, surtout, les difficultés accrues de l'exercice de celui-ci dans le contexte actuel ; d'où, peut-être, le succès dans le milieu – nouveau paradoxe – des travaux scientifiques pourtant les plus critiques sur les conditions de production de l'information qui impliquent souvent, à leur insu, une adhésion à l'idéal d'objectivité et qui se prêtent à être transformés en procès des journalistes et/ou de leurs conditions de travail. Cette situation présente un triple inconvénient.

Il devient difficile de faire le partage entre critique légitime et stratégie commerciale de disqualification des concurrents (la presse écrite critiquant la télévision ; telle chaîne critiquant sa principale concurrente...). De même, il est patent que la critique, quand elle émane des « sources » ou des lecteurs, n'est, en fait, qu'une nouvelle étape de leur stratégie préalable : critiquer pour obtenir qu'on revienne

sur la « couverture », insatisfaisante à leurs yeux parce que ne rendant pas justice à leurs façons de voir/dire/penser/agir, et/ou aux faits nécessaires pour les étayer, avec l'espoir de l'infléchir dans le sens du discours social dont les sources sont les promoteurs ou dans lequel s'inscrivent les lecteurs. Le statut des critiques adressées au nom du critère d'objectivité est donc souvent ambigu, comme les réponses que leur apportent les journalistes.

Le journalisme : un métier sous pression,
une écriture sous tension

Il ne s'agit pas de prétendre qu'il faille exonérer les journalistes et la presse de toute critique. Il ne s'agit pas non plus de prétendre que les conditions actuelles d'exercice du métier ne sont pour rien dans les difficultés que rencontrent les journalistes ou dans les dérives qu'on reproche aux médias. Il s'agit de trouver à fonder ces critiques sociales – les profanes autant que celles qui émanent de chercheurs ou d'intellectuels – sur d'autres critères que ceux de l'objectivité, manifestement insuffisants si ce n'est inopérants. Pour ce faire, il s'agit d'identifier d'abord les difficultés intrinsèques au métier, celles qui en seraient constitutives, et non simplement conjoncturelles, c'est-à-dire que les conditions d'exercice ne viendraient donc pas créer mais qu'elles viendraient, en revanche, aggraver au point de rendre mieux, voire fortement, perceptibles des difficultés qui, jusque-là, pouvaient rester imperceptibles ou supportables, parce qu'elles pesaient moins lourdement. L'enjeu pratique de la question de l'objectivité consiste donc à ne pas laisser percevoir – comme y invitent les modalités habituelles des débats critiques fondés sur l'objectivité et ses quasi-synonymes – le métier comme un métier simple et évident où il suffirait d'un sens déontologique affirmé et de conditions de travail acceptables pour éviter tout « incident critique ». Au contraire, il s'agit d'identifier ce qui en fait un métier par définition complexe, par nature sous pression (celle des pairs, des concurrents, des « sources »...) et imposant une écriture sous tension, parce que régulièrement soumise à des impératifs contradictoires (croiser ses sources, mais publier sans tarder toute information relative à un scandale sous peine de paraître tergiverser ou protéger des coupables...).

Construire l'approche constructiviste du journalisme

Au terme de cet examen des divergences entre approches alternatives du journalisme, il importe de préciser ce que peut être une approche constructiviste pertinente. On s'efforcera de la décrire à larges traits en articulant les dimensions cognitives, discursives et sociologiques, habituellement disjointes, des phénomènes de médiatisation et en identifiant les processus et les dynamiques qui s'y déploient autant que les enjeux politiques et sociaux qui leur donnent sens. Ce survol sera l'occasion de montrer en quoi l'approche que nous proposons se différencie des problématiques relatives aux conditions de production de l'information et comment celle-ci tente de surmonter certains des écueils potentiels du constructivisme.

La double nature de la presse : pratique professionnelle et rhétorique sociale

En définitive, on ne peut pas rendre compte des mécanismes de la construction journalistique si l'on confond en une même description, avec une même problématique et avec les mêmes concepts, l'activité professionnelle telle qu'elle s'exerce et les productions discursives qui en résultent. C'est dans cette perspective que, dans l'article (Delforce, 1996) critiqué par Gilles Gauthier, nous avons proposé de tenir compte de la double nature de la presse : comme pratique professionnelle et comme rhétorique sociale. En réalité, les textes journalistiques ne font pas ce qu'ils disent faire : enregistrer un réel univoque, dans des formes langagières transparentes, avec le seul but d'informer. Mais, paradoxalement, c'est en ne faisant pas ce qu'ils disent faire qu'ils sont ce qu'ils doivent être. En effet, pour fabriquer la presse et pour la lire, pour qu'elle remplisse sa fonction sociale, il vaut mieux méconnaître, dans l'instant de l'activité, la fiction symbolique qu'elle constitue et croire qu'elle peut réaliser l'idéal qu'elle promet : une parole publique qui puisse être vraiment dépourvue de stratégies d'imposition du sens, c'est-à-dire sans autre initiative/intention que de rendre compte de l'actualité et sans autre visée qu'informer pour informer, en s'imposant de s'en tenir aux faits et de relater des informations véridiques.

En revanche, s'il ne s'agit plus de la faire fonctionner (la produire ou la lire), mais de réfléchir aux problèmes professionnels ou sociaux qu'elle pose, en les formulant dans des termes qui soient adéquats à la nature réelle de l'activité journalistique : au contraire, il vaut mieux identifier la fiction socialement fondatrice qu'elle constitue et la déconstruire. Ainsi

doit-on pouvoir distinguer la nécessaire production rhétorique d'un rôle social qui se manifeste par des postures énonciatives privilégiées, d'une part, et la description fine des pratiques, des difficultés et des enjeux de l'activité professionnelle réelle, d'autre part.

Si l'on veut identifier avec précision les processus et les dynamiques qui gouvernent l'activité journalistique de collecte d'informations et de faits auprès d'acteurs sociaux porteurs d'enjeux, la question de l'objectivité n'est d'aucune aide et constitue même un obstacle. En revanche, s'il s'agit d'identifier les processus de production de l'effet rhétorique d'objectivité, qui imposent leur marque à l'écriture journalistique, et dont résulte sa reconnaissance comme journalistique, processus qui pèsent sur la réception publique présumée des articles et qui ne sont pas sans effet en retour sur leur production, alors la notion d'objectivité s'impose, à condition d'en parler en termes d'« effets » textuels.

La notion de « discours sociaux »
ou comment dépasser l'aporie de la subjectivité

Cette première distinction étant faite, l'objectif de l'approche constructiviste que je défends consiste à mettre en évidence les processus, les dynamiques et les enjeux de la médiatisation, c'est-à-dire l'ensemble des transformations qu'elle opère sur le « donné » initial, non pas au sens de déformations qu'elle lui ferait subir, mais au sens de configurations qu'elle lui donne, parce qu'il est susceptible de les prendre à un moment donné, dans une société donnée, et sans lesquelles il y aurait, certes, toujours du réel, mais ni « faits », ni « nouvelles », ni « information ». Cet objectif doit inciter à articuler les trois dimensions constitutives de la médiatisation et de la construction sociale du sens : cognitives (schèmes de perception, cadrages, représentations sociales...), discursives (formules éditoriales, rubriques, genres, patrons d'écriture et, de façon plus générale, rhétorique spécifique), et sociologiques (rôle des acteurs sociaux que sont, de fait, ceux que les journalistes nomment leurs « sources »). À cet égard, une notion nous paraît particulièrement utile : celle de « discours sociaux » concurrents, relatifs à des thématiques sociales ou à des problèmes publics, que des acteurs élaborent, dont ils se font les promoteurs dans l'espace public et autour desquels ils cherchent à agréger des collectifs qui puissent se reconnaître dans leurs façons de voir la réalité, de la dire, de la penser, de proposer d'y agir. Les cadres (ou schèmes, ou représentations sociales, peu importe à ce niveau) sont reliés aux discours sociaux par un double processus d'actualisation et d'inférence : en production, les cadres (réalité cognitive) doivent, pour satisfaire aux besoins de l'échange et de l'inter-compréhension, se matérialiser dans

des discours qui les actualisent, alors qu'en réception, c'est à partir des discours échangés que les cadres de perception peuvent être reconnus par inférence. De même, ces discours sociaux n'acquièrent une existence que parce qu'ils sont portés par des acteurs sociaux qui leur donnent une présence et une importance dans l'espace public, qu'il s'agisse de ceux qui s'en font les promoteurs, des collectifs qu'ils agrègent parce qu'ils s'y reconnaissent ou des individus qui s'y inscrivent.

Certes, les articles journalistiques ne sont jamais, à proprement parler – ni dans les récits, ni même dans les genres de commentaire – la reproduction pure et simple de ces discours sociaux concurrents disponibles dans une conjoncture particulière. Pourtant, ces derniers en sont à la fois l'origine et le résultat. À l'origine, dans la mesure où ils rendent compte des processus de cadrage de l'information et d'attribution du sens mis en œuvre conjointement par les journalistes et par ceux dont ils recueillent les propos. Ils en sont le résultat dans la mesure où – au fil des jours et des articles – ce qui s'élabore, dans la presse, ce n'est pas – seulement et banalement – de l'information, mais des façons de voir la réalité, des façons de la dire, de la penser, d'inviter à y agir. Ils sont aussi des discours sociaux qui articulent ces éléments et leur donnent la cohérence d'un discours élaboré, argumenté et étayé sur des « faits » fournis par l'actualité.

Ce à quoi on est confronté, ce n'est donc pas à la subjectivité individuelle du journaliste ou de son lecteur, mais à leur commune inscription dans des « discours sociaux constitués », disponibles, à un moment donné, dans une société donnée. Ceux-ci rendent intelligible la réalité sociale en même temps que celle-ci contribue, en retour, à les accréditer ou à les fragiliser. La notion de « discours sociaux constitués », qui reste à construire de façon plus précise, devrait aussi permettre de dépasser ce que les approches formelles du journalisme (dispositifs, formats, genres...) ou ses approches socio-organisationnelles (métier, organisation des rédactions...), utiles pour éclairer les conditions de production de l'information, laissent dans l'ombre et qui constitue pourtant la raison d'être du journalisme : l'information et les enjeux sociaux dont elle est le lieu. Cette « dimension informative » du journalisme est aujourd'hui trop négligée dans les travaux relatifs aux médias depuis que l'analyse de contenu, par laquelle on l'approchait dans les premiers travaux, a montré ses limites et ses insuffisances. Or, on ne peut pas rendre compte des processus et des dynamiques de la médiatisation indépendamment des enjeux sociaux et, finalement, politiques, qui constituent sa raison d'être.

La notion de co-construction ou comment déjouer l'impasse du médiacentrisme

Sur ce plan, la presse est le lieu d'une triple concurrence : entre acteurs sociaux, entre journalistes et acteurs sociaux, entre médias eux-mêmes. Plus que d'autres univers, la presse est un lieu où viennent s'articuler, se combattre et/ou s'appuyer mutuellement des paroles publiques et des représentations de la réalité, portées par des acteurs multiples et issues d'univers divers qui revendiquent toutes la pertinence de leurs façons de voir la réalité et de la dire, celle de leurs façons de la penser et de leurs propositions pour y agir. L'approche par la notion de « discours sociaux » invite à voir les processus de construction plutôt comme des processus de « co-construction » entre journalistes et acteurs sociaux, voire entre acteurs sociaux eux-mêmes, dont les discours se configurent et se reconfigurent, de façon dialogique, dans des stratégies de rapprochement/différenciation mutuelles. Les médias sont un des lieux majeurs et un des enjeux réels de cette concurrence entre acteurs sociaux pour rendre acceptables et imposer des « principes de vision et de division du monde social ». La notion de « co-construction » doit permettre d'échapper à l'une des impasses du constructivisme : le médiacentrisme.

L'activité professionnelle du journaliste doit donc être décrite pour ce qu'elle est : sa position n'est pas celle de l'observateur détaché face au spectacle du réel, son activité est essentiellement faite de transactions discursives avec des acteurs, dans un contexte où l'information et les faits valent d'abord par les enjeux d'influence qu'ils peuvent servir. Dans le même temps, le journaliste se trouve impliqué dans une intense concurrence entre médias (presse écrite, radio, télévision...) et entre publications ou émissions d'un même média, dans leur prétention à rendre compte de l'actualité mieux que leurs concurrents-confrères. Cette situation de triple concurrence qui impose sa marque à l'activité journalistique mérite d'être examinée autrement que sur le seul mode – actuellement dominant – du procès des tentatives d'instrumentalisation réciproque entre journalistes, acteurs sociaux et professionnels de la communication éventuellement à leur service, ou que sur le seul mode de la dénonciation des effets – patents comme présumés – de la concurrence commerciale entre titres, chaînes ou stations. Nos légitimes procès de citoyens exigeants à l'égard de l'information doivent plutôt servir à alimenter la complexification de nos hypothèses explicatives qu'à confirmer nos rejets et nos certitudes.

L'actualité : occasionnalité et contraintes du réel

Cependant, pris dans les jeux et les enjeux de cette triple concurrence, le journaliste est fortement tributaire de ce que lui offre l'actualité et que nous avons proposé d'appeler des « occasionnalités » pour rendre compte des effets différentiels que produisent des types d'événements différents sur la médiatisation d'une même thématique dont on s'attendrait pourtant à ce qu'elle mobilise invariablement les mêmes discours sociaux concurrents. Or, un problème public, progressivement promu au rang de réalité méritant l'attention publique ne sera pas traité de la même manière selon la nature des occasions d'en parler que fournit ou impose l'actualité : ainsi, à propos des phénomènes d'exclusion sociale – pour les nommer comme on le fait aujourd'hui – peut-on observer des variations remarquables dans la médiatisation selon que l'occasionnalité événementielle qui impose/permit d'en parler est une vague de grand froid, la discussion parlementaire d'un projet de loi, la remise officielle d'un rapport d'expert ou encore la célébration de la « journée mondiale de lutte contre la misère », chaque 17 octobre. Selon les cas, les cadres de perception mobilisés, les angles journalistiques potentiels, les situations ou les cas concrets susceptibles de donner lieu à un reportage, un portrait ou une enquête, les « informateurs » pertinents qui paraissent s'imposer et à qui laisser la parole, tous ces paramètres de construction de l'actualité sont susceptibles de varier selon les ressources que fournit, ou les nécessités qu'impose, un type d'occasionnalité événementielle. Le « donné », au sens de Gilles Gauthier, est donc loin d'être anodin pour l'activité journalistique, mais il paraît plus éclairant et plus opératoire de l'examiner à ce niveau à la fois événementiel et discursif, et dans le cadre de la co-construction des problèmes publics et des discours sociaux concurrents qui y sont relatifs, plutôt qu'au seul niveau factuel et sous le seul angle de l'exactitude référentielle.

La notion de conjoncture médiatique ou comment éviter l'objectivisme et le relativisme

Abandonner la référence forte à la notion d'objectivité pour décrire les processus, les dynamiques et les enjeux de la médiatisation, n'implique pas, on l'a vu, l'abandon de cette notion pour rendre compte de la rhétorique propre au journalisme et pour examiner les principes, normes d'excellence ou idéaux qui ont, légitimement, cours dans la profession. L'impasse potentielle qui peut résulter de ce choix n'est pas tant celle de la subjectivité individuelle, que celles, parallèles, de l'objectivisme radical et du relativisme absolu.

La difficulté – pour le journaliste comme pour le chercheur –, c'est que, en tant qu'individus-citoyens, tous deux s'inscrivent toujours, peu ou prou, dans tel plutôt que tel de ces discours sociaux en circulation. Comment alors échapper au double piège de l'objectivisme radical (qui consisterait à présenter comme vrai ce qu'on croit vrai, parce que s'inscrivant dans un discours social qu'on partage) et du relativisme absolu (qui consisterait à considérer que chacun est libre de dire ce qu'il veut et que tout se vaut). Il n'appartient pas au chercheur travaillant sur les médias – sauf à céder à l'objectivisme – d'arbitrer entre ces discours sociaux, mais de les identifier, de rendre compte des processus et des dynamiques diachroniques de leur émergence réciproque, de leur stabilisation progressive, de leurs transformations éventuelles, de leurs possibles effacement ou disparition, et de mettre en évidence le rôle et les effets de la médiatisation dans ces processus de construction et de circulation sociale du sens.

Par ailleurs, rendre compte des phénomènes de domination discursive qui s'établissent dans l'espace public et du rôle qu'y jouent les médias doit permettre d'échapper au relativisme. En effet, l'accès des discours concurrents à l'espace public est inégal et les modes de traitement qu'on leur accorde sont différenciés. Les médias prétendent souvent enregistrer un rapport de forces entre acteurs sociaux/discours sociaux : certains discours sociaux sont, par exemple, perçus, par eux, comme fortement « représentatifs » de l'opinion publique et d'autres comme minoritaires et donc fortement « partisans ». Or, les médias ont, aussi, en partie, contribué à créer ce rapport de force par la publicité différentielle qu'ils accordent aux différents discours sociaux, et ils pourraient tout autant contribuer à le renforcer ou, au contraire, à l'infléchir. La notion de « conjoncture médiatique » doit permettre de rendre compte de l'image du rapport de forces que la médiatisation construit dans une conjoncture donnée. La médiatisation est un des éléments qui permet aux différents acteurs concernés, comme aux journalistes et aux lecteurs, d'évaluer l'état de ce rapport de forces et, en conséquence, de tenter de le maintenir, de le renforcer ou de le corriger. C'est même ce qui justifie qu'on fasse des revues de presse, qu'il y ait des courriers de lecteurs... et c'est un des éléments sur lesquels se construit la concurrence qui se joue entre publications.

Conclusion

Mieux sans doute qu'on ne l'a fait jusqu'à présent, il faut préciser la place et le rôle du réel, tant dans l'activité que dans la rhétorique journalistique : ce qu'on attend de la presse, avant tout, c'est bien qu'elle rende compte du réel et de ce qui s'y passe ; d'où l'importance qu'il faut accorder dans l'étude des phénomènes de médiatisation, à la notion d'événement, au rôle de l'opération d'événementialisation des occurrences, mais aussi à l'« occasionnalité » et à la « conjoncture médiatique ». Car le réel dont la presse rend compte ce n'est pas seulement celui de l'occurrence, mais celui de son contexte social et discursif d'apparition. Sur ce point, si la presse ne peut pas être un miroir qui renverrait un reflet exact de la réalité, elle est cependant un miroir à un autre sens du terme : un lieu où une société se réfléchit, c'est-à-dire se met à la fois en visibilité et en lisibilité, un lieu qui permet à chacun de se représenter le « tout social » par définition inaccessible à partir de la seule expérience personnelle, un des lieux sociaux où peut s'élaborer un monde commun et une communauté en débat, un des lieux où s'acquiert et où s'exerce la faculté d'opiner. Et si, au sens strict, le journaliste n'est pas un témoin-observateur du réel, il reste un témoin parce qu'il « porte témoignage » dans l'espace public (il y rend compte et se porte garant de ce dont il relate) et, parce que parfois, il « prend à témoin » son lecteur. Témoigner et prendre à témoin, ces rôles sociaux n'impliquent pas, nécessairement, d'avoir été soi-même en position de témoin direct. Ce qui donne sens, en définitive, à cette démarche de prise en compte parallèle dans l'étude des processus de médiatisation du rôle du réel et de celui des discours sociaux qui le configurent, c'est l'objectif qu'elle doit permettre d'atteindre : identifier en quoi consistent les spécificités du journalisme comme pratique sociale et celles du journaliste comme acteur social. À cet égard, deux aspects nous paraissent prédominants.

D'une part, la presse est un des lieux d'exercice de la parole publique. Qu'est-ce qui caractérise généralement ce type de parole, indépendamment des divers lieux sociaux où elle s'exerce (« montée en généralité », « intérêt général », « bien commun », « vérité »...) ? Quelle est la spécificité de la presse par rapport aux autres univers sociaux d'exercice de la parole publique (la science, le droit, l'administration, la politique...) ? Quelle est la spécificité du rôle du journaliste comme acteur social ? Comment s'y construisent la légitimité et la crédibilité respectives du journaliste et de ses « sources » ? Par exemple, quelle est la légitimité dont peut se prévaloir le journaliste pour tenir une parole publique, puisque ce n'est aucune des légitimités habituellement reconnues : ni celle du porte-parole (d'un mouvement, d'une

institution...), ni celle de l'expert (qui peut revendiquer la légitimité que confère un savoir spécialisé), ni celle du quidam (censé être délié de toute volonté stratégique et parler de façon « authentique »).

D'autre part, la presse est aussi l'un des lieux de production de connaissance et de discours sociaux relatifs à la réalité, un des lieux de construction et de circulation sociale du sens : quelle est la spécificité de ce lieu et comment s'articule-t-il aux autres lieux qui participent à cette construction et à cette circulation ? Par exemple, comment s'articule l'univers de la science (dans ses modalités diverses : publications, rapports d'expertise, didactisation, vulgarisation, médiatisation...) et celui des médias ?

Sans doute, cette réflexion exige qu'on se donne, parallèlement, les moyens de ne pas disqualifier par avance les formes non strictement scientifiques de connaissance de la réalité : stéréotypes, *doxa*, représentations, idées reçues, discours de sens commun... les termes ne manquent pas qui visent à identifier – le plus souvent pour les vilipender – les multiples modalités de connaissance sociale de la réalité sociale. Qu'est-ce qui les distingue ? Comment conjuguer, à leur égard, une double approche : celle à laquelle nous invite Serge Moscovici (1961) lorsqu'il considère les représentations sociales comme des façons de connaître appropriées aux usages de communication sociale de ceux qui se les construisent et celle de Gaston Bachelard (1938) qui nous invite à les identifier et à les prendre en compte, mais pour savoir les déconstruire et lever ainsi l'obstacle épistémologique qu'elles constituent dans l'accès à une connaissance scientifiquement plus valide.

En somme, c'est faute d'être en mesure de préciser toutes ces spécificités que l'on peut continuer à attendre du journaliste ce qu'il ne peut donner ou à vouloir lui imposer ce qui, légitime dans d'autres univers sociaux, ne correspond pas aux caractéristiques de sa situation. C'est sur ce point que peuvent converger les exigences de construction théorique et les préoccupations pratiques relatives à l'exercice de la profession de journaliste.

Références

- Bachelard G., 1938, *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin.
- Barbot J, 1999, « L'engagement dans l'arène médiatique. Les associations de lutte contre le Sida », *Réseaux*, 95, pp. 155-196.
- Berger P, Luckmann T., 1966, *La construction sociale de la réalité*, trad. de l'américain par P.Taminiaux, Paris, Éd. Méridiens Klincksiek/Masson, 1996.

- Bourdieu P, 1992, « Questions de mots », pp. 27-32, in : *Reporters sans frontières. Les mensonges du Golfe*, Montpellier, Arléa.
- Charaudeau P, 1997, *Le discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris, Nathan/IN A.
- Delforce B., 1985, « L'objectivité de la presse : les critères du jugement d'objectivité chez le lecteur et les représentations relatives à l'expression », *Bulletin du CERTE*, 5, mars, pp. 36-39.
- 1996, « La responsabilité sociale des journalistes : donner du sens », *Les Cahiers du Journalisme*, 2, déc., pp. 16-32.
- 2003, « Les spécificités de la médiatisation. L'information scientifique au risque des médias », pp. 163-177 in : Le Boeuf Cl., Pélissier N., dir., *La communication de l'information scientifique*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Delforce B., Noyer J, 1999, « Pour une approche interdisciplinaire des phénomènes de médiatisation : constructivisme et discursivité sociale », *Études de communication*, 22, pp. 13-40.
- Esquenazi J-P, 2002, *L'écriture de l'actualité*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- Gauthier G., 2003, « Critique du constructivisme en communication », *Questions de communication*, 3, pp. 185-198.
- Haye Y. de la, 1985, *Journalisme, mode d'emploi*, Grenoble, Ellug/La Pensée sauvage.
- Mouillaud M., Tétu J-Fr., 1989, *Le journal quotidien*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- Moscovici S, 1961, *La psychanalyse, son image et son public*, Paris, Presses universitaires de France, 1976.
- Neveu É., 2001, *Sociologie du journalisme*, Paris, Éd. La Découverte.
- Neveu É., Quéré L., 1996, « Présentation », *Réseaux*, 75, janv.-févr., pp. 7-21.
- Quéré L., 1982, *Des miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, Paris, Aubier/Montaigne.
- 2000, « L'individualisation des événements dans le cadre de l'expérience publique », pp. 42-94, in : Ostroumoff S., dir., *Processus du sens, sociologues en ville*, vol. 2, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Searle J, 1995, *La construction de la réalité sociale*, trad. de l'anglais par A. Tiercelin, Paris, Gallimard, 1998.
- Véron É., 1981, *Construire l'événement. Les médias et l'accident de Three Miles Island*, Paris, Éd. de Minuit.